



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS
T +33 (0)1 55 42 62 62
F +33 (0)1 43 29 99 77
www.fdh.org

RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Kenya

COOPÉRER

Femmes mais propriétaires, voilà ce que veulent être les Kenyanes

Les Kenyanes assument 80% de la production alimentaire et 70% des travaux agricoles du pays. Pourtant, elles sont rarement propriétaires terriennes et ne participent pas aux prises de décisions. Face à cette injustice, rétablir l'égalité homme / femme et permettre l'accès des femmes à la terre, est devenu l'un des combats permanents des organisations Kenya Land Alliance¹ (KLA) et FIDA-Kenya², toutes deux représentant les voix de plusieurs centaines d'organisations et de membres individuels. Pour elles, le Forum social mondial qui s'est tenu à Nairobi, dans leur pays, a été une formidable occasion d'interpeller les autorités kenyanes sur la question. Dans la loi comme dans la pratique, les droits des Kenyanes à la propriété sont largement inférieurs à ceux des hommes. Seulement 1% des femmes kenyanes ont un titre de propriété et 5 à 6 % ont un bien conjoint avec leur mari. Pour KLA et FIDA, cette situation est inacceptable.

KLA et FIDA aident les Kenyanes à faire inscrire leurs droits à la propriété dans la nouvelle constitution. Même si les habitudes ont la vie dure et que certains traditionalistes mettront du temps à suivre.

Quand les femmes proposent...
Tandis que tous les yeux sont rivés sur Nairobi, KLA et FIDA profitent de cette rencontre internationale pour diffuser et faire connaître le rapport stratégique qu'elles ont élaboré conjointement. Véritable plaidoyer pour lutter contre la discrimination à l'égard des femmes, il explique et dénonce la situation d'exclusion de ces dernières, mais surtout, il propose différentes mesures. L'objectif est clair : pousser les autorités à adopter des réformes spécifiques pour les droits des femmes - posséder une terre, en hériter ou la



KLA et FIDA profitent du FSM à Nairobi pour interpeller les autorités sur la question de l'accès des Kenyanes à la terre. © KLA

gérer - en les inscrivant dans la nouvelle constitution. Un travail d'autant plus efficace qu'il est mené par plusieurs organisations kenyanes qui traitent du problème depuis de nombreuses années. Ainsi, depuis sa création en 1999, KLA s'est engagé dans de nombreux discours politiques et législatifs relatifs aux questions d'accèsion à la terre. Le ralliement à sa cause de la FIDA et de son réseau d'organisations - 360 membres engagés dans la création d'une société libre de toute forme de discrimination envers les femmes - n'a fait que renforcer son action et donner plus de poids à ses revendications. Une collaboration des plus efficaces pour redonner le droit aux femmes à un petit coin de terre...

De la terre aux femmes
Parallèlement à cette action forte, KLA a profité de sa présence au FSM pour lancer officiellement sa publication³ sur les nouvelles modalités constitutionnelles d'accèsion à la terre. Un bon moyen de faire prendre conscience au gouvernement que la situation a

trop duré ! Le constat est alarmant : les Kenyanes n'ont pratiquement droit à rien ! Mariées, le contrôle de leur bien, si elles en ont, revient à leur mari. Divorcées, le bien reste au nom du mari et, veuves, leur situation est encore plus incertaine. Pour KLA et FIDA, l'inscription dans la constitution des réformes qu'ils proposent, permettrait aux femmes d'être moins dépendantes des hommes et de prendre leur destin en mains. Et ce n'est pas le rejet par référendum de la constitution de 2005, qui regroupait des propositions de réforme sur les droits des Kenyanes, qui les aura découragées. Aujourd'hui, elles espèrent que le droit des femmes à la propriété ne restera pas uniquement gravé sur le papier mais bien qu'une fois acquis, les Kenyanes pourraient s'en réclamer dans la pratique. ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

¹ Kenya Land Alliance (Union pour la terre au Kenya) : www.kenyalandalliance.or.ke - info@kenyalandalliance.or.ke / kla@africaonline.co.ke > Contact : Polycarp Otieno / ² FIDA-Kenya (Fédération de femmes juristes) : www.fidakenya.org - info@fida.co.ke > Contact : Jane Onyango / ³ *Case for women's land rights in the new Constitution*